



**Intervention de Lucien Jallamion au meeting du Front de Gauche le 29 Juin 2011,
Place de Stalingrad à Paris**



Cher ami cher camarade

Lors des élections européennes de 2009 nous avons rejoint le Front de Gauche car il nous apparaissait comme la seule alternative possible et nécessaire afin de changer la donne à gauche. Il proposait également une conception de l'Europe proche de celle que nous avons toujours défendue.

Eh bien, mes camarades, nous n'avons pas changé d'analyse.

République & Socialisme a toujours estimé que le FDG devait s'élargir, afin de soulever partout, et surtout dans les classes populaires et chez les jeunes, un enthousiasme et une dynamique capable d'inverser le rapport de force à gauche.

Telle est notre volonté, telle est notre ambition. **Républicains et socialistes, nous appelons les socialistes et sympathisants socialistes à nous rejoindre dans le FDG pour l'élargir, le renforcer, lui donner les moyens d'imposer la véritable alternative dont notre peuple a besoin**

Avec République & Socialisme, avec toutes les composantes qui ont accepté de rejoindre le FDG mais aussi bien au-delà, avec les syndicalistes et l'ensemble du mouvement social, le FDG sera à même de donner un véritable débouché politique aux luttes.

Car la seule réponse par les luttes ne suffit pas. Ce débouché ne peut sortir ni du social libéralisme qu'incarne aujourd'hui le Parti Socialiste, ni d'une démarche pseudo révolutionnaire. L'un et l'autre font le jeu de la droite et du libéralisme : le premier en soutenant de facto la « concurrence libre et non faussée » de l'Europe libérale incarnée par le traité de Lisbonne, le second en refusant de facto toute alliance susceptible de vaincre les libéraux dans les urnes.

Il nous revient de proposer pour 2012 une véritable alternative au libéralisme qui mine nos acquis et remet en cause les droits sociaux et brise en France notre pacte républicain issu du conseil national de la résistance.

Il faut leur dire haut et fort : Stop, ça suffit ! Oui ! Qu'ils s'en aillent tous !

Car ce n'est pas avec leur pacte de stabilité, véritable arme de guerre contre les peuples souverains, que demain l'espoir sera redonné au monde du travail. Au contraire, ces politiques continueront à **enfoncer nos peuples dans la soumission à la finance et aux dictats des gouvernements à la botte de la mondialisation, à la botte du capitalisme.**

Oh certes, si nous écoutons ici ou là les bonnes âmes, la crise toucherait moins la France que l'Allemagne car elle serait moins industrialisée. **C'est le contraire. Nous dénonçons la désindustrialisation, les délocalisations.** Mais n'est-ce pas plutôt notre modèle social, avec nos services publics et notre code du travail, pourtant sans cesse attaqués, qui atténue les effets de la crise ? C'est pourquoi nous estimons que c'est sur ce modèle, que c'est sur la République sociale que doivent s'articuler nos propositions politiques et non sur l'illusion d'une large alliance avec le centre pour tenter de « moraliser » le libéralisme financier.



Pour nous, la gauche doit avoir pour but de construire une alternative au capitalisme pour la France et pour l'Europe, d'orienter l'effort national et les richesses de notre pays essentiellement au profit de ceux qui les produisent : les salariés, mais aussi, et sous contrôle des PME réellement créatrices d'emplois et respectant le droit du travail. Cela devra se faire nécessairement au détriment des détenteurs de capitaux.

Pour cela, la gauche doit renouer avec son histoire qui est intrinsèquement liée à celle du Mouvement ouvrier, à celle de la République et à la synthèse jaurésienne.

Pour RS, cette alternative doit se construire sur le triple socle :

- de notre droit du travail réhabilité,***
- de nos services publics et d'un secteur public reconstruits et développés,***
- d'institutions politiques, sociales et économiques caractéristiques d'une réelle République Sociale***

Nous devons mobiliser et pour cela organiser des débats associant de manière pluraliste les syndicats, les associations et les partis.

Les forces militantes qui veulent rompre avec des décennies de diktats libéraux, ou d'accommodements avec ses normes, pour refonder la gauche ne manquent pas. Nous savons par expérience que, dès l'instant où l'on fait sérieusement appel à elles, on peut opposer aux idées réactionnaires ou xénophobes des propositions fortes, collectivement élaborées, qui ouvrent le champ des possibles et stimulent une véritable dynamique populaire.

Venus d'horizons politiques, de trajectoires et d'expériences collectives diverses, nous devons avoir en commun la volonté et la conviction que, pour porter un projet de rupture à la fois économique, social, écologique, politique, institutionnel, culturel et même éthique, il faut impérativement que toutes celles et tous ceux qui partagent cette même volonté oeuvrent ensemble à une dynamique politique nouvelle. Nous savons qu'il existe, dans le mouvement social, des forces qui souhaitent des évolutions collectives substantielles. Nous les appelons à nous rejoindre.



République & Socialisme entend amener sa contribution au FDG notamment en ce qui concerne la question du service public.

Pour République & Socialisme, s'il revient à la volonté générale à travers ses représentants élus de définir les missions du service public, **c'est par une révolution démocratique des services publics comme des entreprises, par l'élimination de l'autoritarisme technocratique et capitaliste, que la République sociale que nous appelons de nos vœux pourra se construire.**

C'est pourquoi nous mettons LES SERVICES PUBLICS ET LA PROTECTION SOCIALE au CŒUR du MODELE SOCIAL que nous appelons de nos vœux.

Car l'offensive multiforme portée contre les Services Publics est avant tout une offensive idéologique

Le service public est rempart de la démocratie.

Pour République et Socialisme, il faut renationaliser des secteurs clés de l'économie au service du bien commun. Il faut élargir le champ du service public.

Mais pour nous il ne s'agit pas que de cela car il faut aussi les démocratiser et que les citoyens en soit partie prenante.

En 1981, l'élargissement du secteur des services publics a donné des moyens accrus au pouvoir. Certes, la constitution d'un secteur public aussi important donnait de puissants moyens d'action. Mais aucun débat public n'eut lieu sur sa fonction stratégique, sur ses missions, sur les principaux choix de politique industrielle et d'équipements collectifs pour répondre aux besoins sociaux et à l'intérêt général. Rien de fondamental ne changea dans la gestion du secteur public.



L'appropriation sociale ne saurait se réduire à un transfert juridique de propriété à l'État ou à une collectivité publique. **Elle doit s'accompagner d'une extension de la démocratie : droits donnés aux travailleurs pour intervenir dans la gestion ; moyen d'expression des aspirations des citoyens. Des moyens doivent être dégagés pour assurer la participation des salariés, des usagers, et de collectivités représentatives d'intérêts publics.**

Dans ce sens, notre système de Sécurité sociale doit être reconstitué et rénové dans la conception démocratique de ses créateurs de 1945. En particulier, le financement des prestations par un prélèvement direct et dédié sur les richesses produites par l'entreprise (les cotisations qui sont du salaire socialisé), excluant toute confusion avec les prélèvements fiscaux (CSG) doit être rétabli

Mais nous savons bien que les services publics sont incompatibles avec la finalité de l'Union européenne, de la « concurrence libre et non faussée » qui progressivement s'étend à tous les domaines. **Les services publics sont l'antithèse de la concurrence. C'est d'ailleurs dans la foulée de l'Acte unique européen que les privatisations ont commencé.**

C'est pourquoi il convient aussi de remettre au cœur de notre combat la lutte contre cette politique libérale en France et en Europe pour aller vers une Europe au service des peuples. Mais pour cela il faut en finir avec Sarkozy il faut en finir avec ses institutions de la 5^{ème} République.

Pour nous, Républicains de gauche, les valeurs de la République française sont démocratiques, sociales et laïques. **Elles doivent perpétuellement être défendues et entretenues.**

Pour cela, la vitalité de la démocratie nécessite l'appropriation des principes républicains par l'ensemble de la population, et cette appropriation doit elle-même être favorisée par la clarté des institutions et par l'exemplarité des élus.

Pour y parvenir, des réformes institutionnelles sont indispensables. République & Socialisme, a conscience que l'adoption de celles-ci ne constituera qu'une étape. En effet, il faudra encore les faire vivre. C'est pourquoi leur succès réclamera de la part des citoyens un effort permanent d'implication, d'explication, de débat, d'engagement, de contrôle... La république est une exigence permanente.

Mais le mode de scrutin du président de la République entraîne inévitablement une personnalisation excessive de la vie politique, au détriment des idées et des programmes. C'est pourquoi, République & Socialisme souhaite un régime parlementaire efficace, c'est-à-dire un régime où :

- le pouvoir exécutif procède du pouvoir législatif,
- le gouvernement conduit la politique de la Nation et le conseil des ministres est présidé par le Premier ministre, ce dernier devant être investi par l'Assemblée nationale Il faut que le président de la République ait des pouvoirs très restreints. Il peut conserver le droit de dissolution en cas de blocage institutionnel dans des conditions à déterminer (par exemple en mettant en jeu son propre mandat),
- les pouvoirs d'exception de l'actuel article 16 de la constitution devront être supprimés.
- revoir le champ ou la suppression de l'article 37 de la Constitution (suppression ou de la limitation du champ réglementaire).

Pour ces raisons, République & Socialisme affirme sa préférence pour le scrutin à la proportionnelle. Son application sera d'ailleurs le meilleur moyen d'atteindre la parité entre les sexes, objectif qui continuera d'être recherché par la loi, ainsi que la diversité des élus. Cette diversité devant être comprise au sens large de la diversité sociale.

République & Socialisme se prononce par ailleurs pour la limitation des mandats d'élus dans la durée et se prononce contre le cumul de deux mandats exécutifs.

Mais c'est à la « déprésidentialisation » de toute la société que nous devons nous attaquer, en brisant les pouvoirs autocratiques dans les entreprises, dans les services publics, malheureusement trop souvent aussi dans les collectivités locales à travers la décentralisation. Nous devons réintroduire partout la collégialité. Nous devons par exemple abroger la loi LRU dans l'enseignement supérieur qui y a introduit le modèle sarkozien du président tout puissant au profit d'une concurrence délétère, incompatible avec le service public et l'aménagement du territoire.

Profondément attaché à l'héritage de la Révolution française dont sont issus les départements, République & Socialisme s'oppose au retour à l'Ancien Régime que constitue la nouvelle loi sur les collectivités locales, notamment en raison de la création des « métropoles » dont les compétences seront très différentes de l'une à l'autre selon que tel ou tel conseil général ou conseil régional ou même l'Etat lui aura transféré ou non telle ou telle compétence.

Les collectivités locales ne doivent pas être placées en situation de compétition mais de coopération. Dans cet esprit, République & Socialisme propose de renforcer le pôle public existant (il en existe déjà un: la CDC) consacré au financement des collectivités locales qui représentent les 3/4 des investissements publics, évitant à celles ci les prêts indexés sur des indices aléatoires et à gros risques pour des finances locales déjà malmenées"

Mais par expérience, nous savons bien l'immense travail qui nous reste à accomplir ensemble.

Mais avec de la volonté et de la persévérance, tous ensemble si nous retroussons nos manches, nous serons capables demain de porter haut les couleurs et le Programme Populaire Partagé du FDG et de donner à la France un autre avenir. **C'est ici est maintenant que commence la reconquête dont le peuple de gauche à besoin.**

En conclusion je m'adresse à mes amis socialistes, à mes anciens camarades du MRC. Je leur dis : Votre avenir n'est pas avec le social libéralisme, votre avenir est avec le FDG. Alors n'ayez pas peur, franchissez le Rubicon et renouez enfin avec ce pour quoi vous vous êtes toujours battu. Rejoignez nous dans le Front de Gauche.

Quant à ceux qui prétendent que le Programme Populaire et Partagé du FDG n'est pas à la hauteur, je leur dirai tout simplement : Mes camarades, on peut toujours faire mieux mais ce n'est pas en restant sur votre Aventin, seuls avec vos certitudes ou avec vos critiques que vous permettrez au peuple de gauche de commencer à voir la fin des mauvais jours. Alors un peu de courage camarades et rejoignez le FDG ! Sinon vous ferez le jeu du social libéralisme au lieu de le combattre. Alors avec nous tous ensemble dans le Front de Gauche redonnons des couleurs à la France, redonnons sa place à notre République.



(Crédit photo : l'Humanité.fr)